



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## limitations de vitesse

Question écrite n° 119253

### Texte de la question

M. Jacques Remiller appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement sur le non-respect de la limitation de vitesse par les poids lourds. En effet, les automobiles et les camions n'étant pas soumis aux mêmes exigences de limitation de vitesse, il lui demande si, techniquement, les radars peuvent prendre en compte deux vitesses différentes. Si cela est impossible, il lui demande alors s'il ne conviendrait pas d'installer deux radars différents.

### Texte de la réponse

Le respect des limitations de vitesse par l'ensemble des usagers y compris les chauffeurs de poids lourds est un objectif majeur de la Sécurité routière. Ainsi, afin de contrôler également les poids lourds par rapport à leur prescription de vitesse, sont mis en service, depuis le mois de septembre 2011, des radars vitesse discriminants permettant de différencier les poids-lourds des véhicules légers et de contrôler les excès de vitesse de chaque catégorie, ainsi que d'identifier avec certitude la voie de circulation du contrevenant dans le cas où plusieurs véhicules seraient présents sur les clichés d'infraction. Ils sont destinés aux axes où le trafic est important et mélangé, avec notamment un trafic poids lourds élevé, et où le respect des vitesses de chaque catégorie constitue un enjeu de sécurité routière. 28 radars discriminants ont, d'ores et déjà, été déployés au 15 octobre 2011 sur des sections accidentogènes sur lesquelles des accidents liés à la vitesse et impliquant des poids lourds sont régulièrement déplorés.

### Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Remiller](#)

**Circonscription :** Isère (8<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 119253

**Rubrique :** Sécurité routière

**Ministère interrogé :** Écologie, développement durable, transports et logement

**Ministère attributaire :** Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 octobre 2011, page 10466

**Réponse publiée le :** 17 avril 2012, page 3087